

FREDIANO SESSI*

L'ANTIFASCISME ET LA RÉSISTANCE EN ITALIE, 1922-1945

L'antifascisme, dans sa phase initiale (si l'on ne tient pas compte des affrontements qui opposèrent ouvriers et paysans aux escouades de chemises noires avant la Marche sur Rome), consista essentiellement en une opposition et une action de protestation parlementaire, une sorte de refus moral et politique face à une ligne sociale et une ligne de conduite incompatible et ce, alors que le problème des instruments de lutte pour mettre fin au nouveau régime ne se posait pas encore. Les forces politiques de l'État libéral voyaient dans le fascisme une force politique comme les autres qui, au fil du temps, devrait revoir ses ambitions et subir la concurrence politique. La droite libérale en particulier et Giovanni Giolitti lui-même voyaient dans le fascisme un instrument utile pour ramener l'ordre dans le pays. L'aversion envers le socialisme et la crainte d'une révolution ouvrière furent à l'origine de ce rapprochement avec le fascisme, tout comme ce fut le cas avec le Parti populaire de Don Sturzo. On eut donc au début l'illusion d'une rapide légalisation du fascisme, à tel point que l'on retrouve des cas de collaboration avec le mouvement de Mussolini jusque dans de grands secteurs du socialisme traditionnel et de la Confédération générale italienne du travail. Illusion qui ne devait pas durer puisque c'est justement dans les rangs socialistes qu'une opposition forte et courageuse contre le régime naissant trouva son expression : Giacomo Matteotti dénonça vigoureusement le terrorisme fasciste qui frappait en premier lieu le prolétariat agricole et ses institutions, particulièrement dans les régions de la Polésine et de la plaine du Pô, et le paya de sa vie. Après son assassinat le 10 juin 1924, il devint le symbole de la lutte contre le fascisme et de la crise morale que vivait l'Italie. À la découverte de son corps martyrisé (août 1924), l'opposition parlementaire décida de se retirer du Parlement. On parla alors de *sécession aventiniana*, en souvenir des formes de protestation auxquelles avait recours la plèbe de la Rome antique. Le doyen des parlementaires de l'opposition, Filippo Turati, écrivit une lettre adressée au président de la chambre Alfredo

* Écrivain, essayiste et éditeur pour les éditions Einaudi, Rizzoli et Marsilio. Directeur général de la Fondazione Università di Mantova (Italie). Professeur de sociologie à l'Université de Mantoue.

Rocco, afin de lui communiquer la décision des députés socialistes unitaires, des socialistes maximalistes, des communistes, des républicains, des députés du Parti populaire, des députés du parti social-démocrate, des députés du Parti sarde d'action et des libéraux conduits par Amendola, de se retirer du Parlement jusqu'au rétablissement de la légalité. Seuls Giovanni Giolitti et ses compagnons ne quittèrent pas les salles parlementaires. Peu après, ceux qui étaient à l'origine du mouvement de protestation dit « de l'Aventino » réclamèrent, par le biais d'un document public, le rétablissement de l'ordre politique et juridique ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement avec la participation des partis de l'opposition, refusant par là même la proposition d'Antonio Gramsci de constituer un « antiparlement » qui revendiquerait l'administration du pays. Lorsque Gramsci se rendit compte du discrédit dans lequel se trouvait la formation fasciste aux yeux de l'opinion publique du pays, il contra l'attentisme du groupe de l'Aventino par la proclamation d'une grève générale. Il écrivit entre autres : « L'attente passive [...] est une erreur. Si les opposants bourgeois ne disposent pas de forces organisées pour aller à la lutte, les opposants prolétariens peuvent compter sur l'exaspération de toute la classe ouvrière, qui n'est plus disposée à supporter cette tyrannie féroce¹. » Le passage à l'illégalité du Parti communiste concrétisera davantage l'engagement des premiers noyaux antifascistes, tout comme l'apparition d'une opposition intellectuelle au sein des groupes de jeunes qui se réfère à la tradition démocrate du « Risorgimento » et qui créa des revues comme *Non mollare* à Florence (dont firent partie Ernesto Rossi, Gaetano Salvemini, Nello Traquandi) et *Il Caffè* à Milan (avec la participation entre autres de Ferruccio Parri et Riccardo Bauer). De ces mêmes publications naquit ensuite une organisation clandestine nommée « Italia Libera ». Avant cela, Pierro Gobetti, jeune intellectuel turinois, avait développé une opposition au fascisme depuis les pages de la revue *Rivoluzione Liberale*, l'associant étroitement au développement de l'État unitaire et aux carences de la classe dirigeante italienne². L'isolement dans lequel était plongé le Parti communiste, suite à son choix d'œuvrer dans la clandestinité, l'empêcha « d'élaborer une stratégie organisée qui tienne compte des contradictions et des faiblesses de l'adversaire³. » L'affaire Matteotti, l'exclusion définitive des partis politiques, la suppression de la liberté de la presse et des syndicats, suite aux « lois fascistissimes » de 1926, et l'institution du Tribunal spécial pour la défense de l'État, tous ces événements firent comprendre aux forces opposantes non communistes qu'il était impossible de développer une politique antifasciste en toute légalité. La complexité du phénomène antifasciste, des forces qui le composent et de leur évolution, ne nous permet pas d'approfondir ici le développement et les actions de chaque courant politique, parti ou mouvement. Nous mettrons donc l'accent sur les grandes lignes de l'opposition au régime, en commençant par l'émigration, qui poussa bon nombre d'hommes politiques à quitter l'Italie pour poursuivre leur combat à l'étranger.

L'ÉMIGRATION POLITIQUE

Si nous nous référons au flux de longue durée des travailleurs italiens qui se rendaient à l'étranger à la recherche de travail, nous pouvons affirmer que l'émigration politique italienne eut les caractéristiques d'une émigration de masse (concernant l'émigration vers la France par exemple, le chiffre, qui atteint 45 000 personnes environ en 1921, dépasse les 200 000 juste après l'affaire Matteotti). Pour en saisir pleinement le tragique de la situation, il suffit de citer un passage de la réflexion d'un dirigeant syndical comme Bruno Buozzi :

L'émigration italienne peut être répartie en trois grands groupes. On trouve l'Italien qui parcourt le monde en quête d'un salaire, indépendamment de toute raison politique ou spirituelle ; celui qui, sans y être contraint et sans faire partie des combattants politiques, part à la recherche du minimum de liberté et de tranquillité dont sa patrie le prive ; et puis il y a celui qui – véritable réfugié politique – est contraint de s'exiler, suite aux persécutions et au boycott fascistes. Il n'est toutefois pas dit qu'une fois passée la frontière, les Italiens, quelle que soit la raison qui les a poussés à l'émigration, se soustraient complètement à la surveillance acharnée de la police de leur pays. Il est désormais prouvé que les consulats italiens, loin d'être des foyers d'italianité à la disposition de tous les Italiens, ont été transformés en postes de police corrompus ou en centres de propagande fasciste. Ainsi, même à l'étranger, l'Italien infidèle au parti fasciste encourt des dangers qui, à une époque, étaient inconnus⁴.

À la différence de l'émigration antinazie allemande, qui fut essentiellement intellectuelle, l'émigration italienne fut principalement politique. C'est ainsi qu'en dernière instance, chaque émigrant finissait presque toujours par devenir un témoin de l'opposition au fascisme, et c'est la France, de par sa position voisine, qui en fut le plus touchée. Parmi les grands noms, outre Piero Gobetti qui mourut à Paris en 1926 des suites des coups fascistes reçus à Turin, on compte Gaetano Salvemini, Sandro Pertini, Carlo Sforza, auxquels se joignirent Filippo Turati et les jeunes Feruccio Parri, Carlo Rosselli, Pietro Nenni, Claudio Treves, Nullo Baldini et d'autres encore. En 1927, Buozzi redonna vie à la Confédération générale italienne du travail en France, après la dissolution du syndicat en Italie. C'est aussi en France que, à partir de 1926, les organismes des partis italiens de l'opposition (à l'exception du Parti populaire puisque don Luigi Sturzo restera en exil à Londres pendant presque vingt ans) se reconstituèrent. Très vite, les leaders des partis politiques à l'étranger se rendirent compte qu'il était difficile de faire de la politique et de reprendre contact avec la réalité italienne tout en restant à l'exté-

rieur du pays ; en outre, les conflits internes et les favoritismes réduisirent l'effet de leur travail. Si l'émigration politique eut peu de retentissement au niveau interne, il est toutefois incontestable que l'action de dénonciation du régime fasciste qu'elle mena eut des répercussions sur l'opinion publique mondiale. « Sans l'action de l'émigration antifasciste, la grande mobilisation internationale en faveur de l'Espagne républicaine aurait été impensable⁵. » Paris fut le centre opérationnel des groupes politiques émigrés et de la presse antifasciste. Siège de la Concentration antifasciste, de la Ligue italienne des droits de l'Homme et de la Confédération générale italienne du travail, la capitale française vit également la diffusion de nombreux journaux importants : *La Libertà* (1927-1934), *Lo stato operaio* (1927-1939), *Quaderni di Giustizia e Libertà* (1932-1936), *Nuovo Avanti* (1934-1940), *Politica Socialista* (1933-1935) et l'hebdomadaire *Giustizia e libertà* (1934-1940). D'autres villes servirent également de refuge aux hommes politiques et aux organisations antifascistes ; souvenons-nous de la présence de Silvio Trentin à Toulouse, qui alla jusqu'à officier dans la Résistance française.

Dans le mouvement antifasciste à l'étranger, on peut globalement distinguer trois courants différents : le courant socialiste, le courant représenté par les communistes et enfin le courant démocrate radical dont le mouvement appelé *Justice et Liberté* est l'expression la plus importante. À ces divers courants, il faut ajouter les noms de la politique et de la culture du monde catholique, le plus souvent isolé, mais dont l'action eut une importance morale que l'on ne pourrait ignorer.

Le premier mai 1927, les forces antifascistes non communistes de l'émigration donnent vie, au moyen d'un Manifeste publié dans l'hebdomadaire *La Libertà*, à la Concentration d'action antifasciste que nous avons déjà évoquée, et qui se donne pour objectif de superviser l'organisation des actions contre le régime de Mussolini, avec l'intention de renforcer le « contact avec les masses italiennes » et de coordonner « l'assistance morale ou matérielle des victimes du fascisme⁶. » La Concentration émane principalement des socialistes exilés : le Parti socialiste réformiste y adhère, ainsi que le Parti socialiste maximaliste, le Parti républicain, la Ligue italienne des droits de l'Homme et la Confédération générale italienne du travail. La présence de Filippo Turati et Pietro Nelli fut déterminante dès le début, et Claudio Treves dirigera son organe de presse *La Libertà* jusqu'à sa mort en 1933. La Concentration antifasciste fut souvent critiquée par le Parti communiste qui y entrevit la prédominance de cet esprit d'expectative et de dénonciation qui caractérisa le choix de l'Aventino. Mais des critiques venaient également du mouvement *Justice et Liberté* qui n'adhérera à l'organisation antifasciste qu'en novembre 1931. Carlo Rosselli, le principal instigateur de *Justice et Liberté*, ne cessera jamais de critiquer l'action des socialistes dans la Concentration, mais afin de respecter sa devise « Dans la division la défaite. Dans l'union la victoire⁷ », il parviendra à un accord pour une action anti-

fasciste commune qui verra son mouvement majoritairement impliqué à l'intérieur de l'Italie (Carlo et Nello Rosselli seront assassinés le 9 juin 1937 par des hommes de la Cagoule, au cours d'une embuscade mandatée par le régime fasciste italien). Dans son ensemble, la Concentration, plus attentive à la dénonciation morale du régime qu'à l'intervention et à la lutte, dévoila toutes les limites de l'action socialiste antifasciste à l'étranger. « L'irremplaçable propagande contre le fascisme – écrit Collotti à ce propos – avec sa répercussion internationale, ne trouvait aucun équivalent concret, aucun projet d'action politique qui puissent réellement souder l'antifascisme externe et l'antifascisme interne⁸. » Le Parti communiste relève bien cette contradiction dans *Lo Stato Operaio*. « La profonde erreur commise par l'Aventino en 1924, et que ceux qui restent des *aventiniens* et les "groupes démocratiques" répètent aujourd'hui, est [...] d'avoir considéré le fascisme et le capitalisme en Italie comme deux choses distinctes⁹ », de façon à ce que l'on puisse associer, continue le texte, la libération du joug fasciste à la restauration du gouvernement libéral précédent. D'après les communistes, il fallait assener un coup mortel au fascisme et au capitalisme en même temps, car le fascisme n'était qu'un descendant direct du gouvernement de la bourgeoisie libérale qui avait précédé. Par la suite, le choix des socialistes de mettre au premier plan le caractère de classe de son propre mouvement en alliance avec la Troisième Internationale et les fronts populaires accéléra la rupture avec *Justice et Liberté*, considéré comme mouvement du réformisme bourgeois. Ce conflit et d'autres eurent raison de la Concentration antifasciste en 1934.

LA LUTTE EN ITALIE

Les épisodes de résistance populaire au fascisme qui précédèrent la Marche sur Rome et que nous avons déjà mentionnés, furent assez nombreux et se répétèrent dans plusieurs zones d'Italie, même au cours des premières années du régime, sans toutefois trouver un appui convaincu auprès du mouvement ouvrier dans son ensemble, ni auprès du Parti communiste. Le Parti communiste en particulier ne sembla pas disposé à collaborer avec un mouvement spontané qui n'émanait pas directement de lui et qui ne se plaçait pas sous son contrôle. Rappelons cependant qu'au début, aucun représentant politique des partis ouvriers n'avait réellement conscience du danger que représentait la nature même du fascisme. Les dirigeants communistes reconnurent le retard et le manque de préparation avec lesquels ils furent surpris par la vague de sévère répression, en dépit des nombreux signes prémonitoires apparus entre 1922 et 1926. C'est justement entre 1922 et 1927, lorsqu'eut lieu le passage à la dictature fasciste et à l'action répressive et persécutrice du Tribunal spécial, que se posa le problème de la clandestinité pour les partis antifascistes actifs en Italie. Au cours du Troisième Congrès de Lyon (janvier 1926), le Parti communiste tenta de raviver son réseau d'organisation de

base, en lançant un mouvement clandestin qui resta actif pendant toute la période du fascisme et qui devint une école d'intervention armée pour la future Résistance (1943-1945). Dans tous les cas, il y eut deux tendances pour la lutte antifasciste à l'intérieur de l'Italie. D'une part, celle du mouvement *Justice et Liberté*, et sa politique de conspiration destinée à mener des actions exemplaires capables de secouer l'opinion publique; d'autre part, la position communiste qui, avec son réseau d'organisation clandestin et la perspective, à plus long terme, d'une révolution, aspirait à enraceriner sa lutte dans la classe ouvrière, tentant de réunir les conditions propices à la création d'un mouvement d'opposition de masse¹⁰.

Après la lourde vague de répression de 1927, qui frappa sévèrement l'organisation communiste et qui déboucha l'année suivante sur le grand procès au cours duquel Antonio Gramsci fut condamné, la proposition d'une lutte armée fut mise en avant au Parti communiste, au cours de la conférence de Bâle de 1928 (proposition qui fut abandonnée à l'époque, mais qui refit surface après le 8 septembre 1943, avec le début de la lutte partisane). Cette nouvelle stratégie mit en évidence la pauvreté des actions terroristes exemplaires et l'échec partiel de la lutte qui avait été menée jusqu'alors. Mais « au seuil des années 1930, l'insurrection armée en Italie ne pouvait pas avoir plus de valeur qu'une pétition de principe¹¹. » Il sembla alors fondamental de développer, en dépit de tout, des pôles d'initiative interne, même si la survie des noyaux communistes sur les lieux de travail et dans les usines devenait de plus en plus difficile au cours des années de stabilisation du régime et que les militants et les cadres dirigeants devaient payer le prix fort. En 1931, par exemple, l'arrestation de Pietro Secchia, l'un des principaux leaders du mouvement clandestin, fut un coup dur pour toute l'organisation illégale.

L'action clandestine de *Justice et Liberté* continua sur la lancée des actes de sabotage et fut même pour cela durement critiquée par Togliatti qui dénonça dans *Lo Stato Operaio* de septembre 1931 le caractère essentiellement réactionnaire de ses dirigeants. L'activité du Parti communiste, quant à lui, consistait, d'un côté, à assurer la diffusion de la presse et de la propagande clandestine contre le régime (le quotidien communiste *L'Unità* fut distribué pour la première fois en janvier 1927). De l'autre, outre le fait de maintenir l'esprit de classe en vie, le Parti communiste cherchait à réduire le soutien que recevait le régime (à travers des grèves, des manifestations, des protestations contre les réductions salariales, etc.), préparant ainsi les cadres et les militants au jour de la défaite totale du régime. Comme le rappellent les rapports du Bureau politique du parti, le réseau communiste clandestin comptait deux ou trois milliers de militants, répartis sur 32 fédérations principalement actives en Italie centrale et septentrionale (Piémont, Lombardie, Vénétie julienne, Émilie-Romagne et Toscane). Le premier juillet 1930, le parti, alors qu'il analysait l'état de ses effectifs, se fixa l'objectif « pour les prochains mois » d'atteindre les « 50 fédérations et les 5 000 inscrits¹². »

Parallèlement à l'organisation du Parti communiste, des cellules de la Confédération générale italienne du travail et des organismes comme le *Soccorso Rosso* [Secours rouge], organisme de solidarité et d'aide pour les familles des antifascistes, agissaient.

En octobre 1930, le mouvement *Justice et Liberté* fut sévèrement atteint, avec l'arrestation d'Ernesto Rossi et de Riccardo Bauer, deux de ses principaux dirigeants clandestins et, en 1932, le mouvement subit la perte du groupe turinois qui était l'âme de la revue *Voci d'officina*. Le mouvement catholique, actif à l'étranger, reçut à son tour un coup dur en 1934, avec le procès de deux dirigeants de premier ordre du « Mouvement Guelfo » : Piero Malvestiti et Gioacchino Malavasi¹³. Cependant, les catholiques s'alignèrent pendant de nombreuses années sur le comportement du Vatican qui, jusqu'à l'entrée en guerre en 1939, ne prendra pas ses distances par rapport au régime. Quant à la branche socialiste clandestine, rappelons que l'initiative socialiste à l'intérieur du Pays fut quasi nulle jusqu'au début des années trente. Le *Centro interno socialista* vit le jour avec la signature du Pacte d'action entre socialistes et communistes à Milan, à l'initiative de Rodolfo Morandi et Lelio Basso¹⁴.

Bien que cet exposé soit synthétique, on peut percevoir que l'antifascisme clandestin en Italie fut l'œuvre d'une minorité réduite qui réussit pourtant à constituer un cercle de cadres politiques capables de représenter le cœur des autorités de la Résistance, et ce, même après avoir fait la dure expérience de la prison et des mesures de police. N'oublions cependant pas que la marge de manœuvre de l'antifascisme clandestin, mouvement complexe et souvent conflictuel, fut plus ou moins large selon le niveau de soutien que la population apportait au régime et fut au plus bas lors de la guerre d'agression contre l'Éthiopie, moment où la majorité des Italiens adhéra au fascisme. L'antifascisme connut en revanche un certain succès lors de la guerre d'Espagne et de la grande campagne de mobilisation du Front populaire, mais surtout lors de l'entrée en guerre du fascisme au côté de l'Allemagne, qui coïncida avec le début de la désagrégation du soutien à Mussolini de la part de l'opinion publique.

L'ANTIFASCISME ET SON HISTOIRE

Dès le début, l'histoire de l'antifascisme italien se « présenta comme une enquête sur les prémisses de la démocratie italienne¹⁵. » C'est-à-dire qu'entre les années 1950 et le milieu des années 1970, la supposition que la démocratie républicaine dérivait directement de l'expérience et des idées de l'antifascisme militant et de la résistance conditionna l'objet de la recherche. On considéra moins les antifascistes comme des hommes pris dans les contradictions de leur époque et, de ce fait, luttant pour un changement, que comme les précurseurs d'une idée qui pour tous devait représenter le dénouement final : l'Italie républicaine, sans la monar-

chie. À tel point que l'on avait créé une sorte de récit sacré autour de l'histoire de l'antifascisme. Et la période qui suivit la phase de l'antifascisme, remplacé après le 8 septembre 1943 par la lutte pour la libération, connut le même destin. Pendant des années, on fit circuler en Italie des photos de partisans au combat, agitant de grands drapeaux italiens sur lesquels on s'était empressé (après la guerre) d'effacer les armoiries de la Maison de Savoie, comme si tout le mouvement de résistance (y compris les soldats tués par les anciens alliés allemands lors du massacre de Céphalonie) avait, lui aussi, pour unique but l'instauration de la République démocratique d'Italie¹⁶. Avec le temps, ce point de vue finit par paralyser les recherches jusque dans les études historiques, qui eurent tendance à raconter l'antifascisme en reconstituant l'histoire des différents partis ou mouvements qui en avaient fait partie. Le fait qu'au sein du pays l'antifascisme comptât à peine quelques milliers de militants, considérés par l'historiographie comme une élite dotée d'un courage et de stratégies particulièrement développés, donna libre cours à l'idée que ceux qui adhéraient au fascisme dissimulaient eux aussi leur antagonisme et, en réalité, se sentaient étrangers au régime, comme ce fut le cas pour le philosophe Benedetto Croce, qui n'exprima pas dès le début les raisons de son opposition.

Les nouvelles recherches historiques qui suivirent cette phase ouvrirent un débat sur le rapport entre le fascisme et la société italienne (et par conséquent sur le rapport entre l'antifascisme et la construction de la démocratie). D'une part, le travail de Renzo de Felice¹⁷ a directement abordé le sujet du rapport de consensus de la société italienne face au fascisme et émit un jugement négatif sur la force conspirative et oppositionnelle de l'antifascisme. D'autre part, des historiens comme Mario Isnenghi¹⁸, orientés pour ainsi dire à gauche, avaient lancé la polémique contre la représentation d'une Italie fasciste que l'historiographie antifasciste de l'époque considérait comme une église vide, sans religion ni fidèles, dans laquelle tout le monde pouvait obtenir un brevet d'antifascisme.

C'est Gudio Quazza¹⁹ qui modifiera ce mode d'interprétation et qui mettra en lumière l'aspect minoritaire de l'*antifascisme politique*, par opposition, ici, au concept d'*antifascisme passif*, qui se manifeste plutôt en privé, mais qui n'a que peu de poids dans la formation de l'opinion publique : antifascisme renforcé par un antagonisme social, exprimé spontanément par les travailleurs (ouvriers et paysans), défini par Quazza comme « l'antifascisme existentiel », pour désigner une forme d'antifascisme éloignée, des choix politiques et idéologiques et plus ancrée dans les conditions matérielles de la vie sous le régime. Par la suite, les recherches historiques, fortes de la mise au point conceptuelle de Quazza, ont eu tendance à distinguer le véritable antifascisme, celui de l'élite restreinte des militants, de l'antagonisme ouvrier et agricole, expression d'un malaise social souvent très éloigné des préoccupations politiques et de la lutte de l'antifascisme militant. Nous pensons ici au travail de Pier Giorgio Zunino²⁰ et de Giovanni De Luna²¹.

Alors que le premier se concentre sur le petit nombre des forces antifascistes et sur la faible importance de la conspiration interne et du travail d'opposition de l'émigration politique à l'étranger, De Luna, tout en reconnaissant les limites du mouvement, en souligne comme Quazza l'esprit héroïque et salue sa valeur morale pour le pays tout entier. De son côté, Leonardo Rapone invite à élargir la recherche afin de ne pas limiter l'analyse à la « gamme de comportements sociaux et de choix individuels²² » entre fascisme et antifascisme. Aujourd'hui, il semble en effet possible de « reconstituer les contours d'une zone plus vaste, peuplée de sujets qui acceptent le monopole fasciste comme un fait avéré, comme un élément naturel du paysage, tout en cherchant pourtant le moyen d'affirmer leur propre autonomie de pensée²³. » « Ces comportements – poursuit Rapone – qui prévoient des espaces d'autonomie politique dans la société, qui brisent l'uniformité du régime, sont un autre aspect de l'antifascisme au sens propre, mais dans les divers milieux sociaux, il y a des similitudes entre l'antifascisme et ces formes ambiguës et partielles de résistance ou de refus face à la mobilisation fasciste²⁴. » Une fois le point de rupture atteint, en effet, le choix de l'antifascisme pouvait également mûrir dans de telles conditions. Si l'on considère également que l'engagement de l'avant-garde antifasciste en Italie et à l'étranger n'accéléra ni ne causa la crise du fascisme et ne joua pas de rôle déterminant dans sa chute comme « cause efficace », continue Rapone, ce modèle d'analyse peut nous aider à mieux comprendre ce qui arriva après la chute du fascisme dont le mérite revient également à ceux qui « ne surent, ne purent, ne jugèrent pas opportun de traduire leur aversion pour le fascisme par un choix politique militant²⁵. »

LA RÉSISTANCE

Elle naît au lendemain du 8 septembre 1943, suite à l'annonce par le Maréchal Badoglio de l'armistice entre l'Italie et les forces alliées. Parmi les facteurs qui conduisirent à la résistance, on trouve une multitude de motivations individuelles qui vont d'un choix bien déterminé pour l'antifascisme et l'antnazisme aux raisons personnelles (esprit d'aventure, goût du risque), des conditions de classe à l'amour de la patrie, etc.²⁶. L'épilogue tragique de la guerre fasciste, accomplissement du processus de désaffection vis-à-vis du régime entamé pendant les années précédant l'entrée en guerre, est un important facteur de maturation. Au nord, la chute de l'État et la dispersion des troupes de l'armée favorisent la naissance des premiers noyaux de partisans, créés par des soldats qui, tous grades confondus, décident de combattre les nouveaux ennemis ou qui prennent le maquis pour échapper aux Allemands qui arrêteront et déporteront en Allemagne presque huit cent mille soldats et officiers italiens des forces armées²⁷. Les premiers signes de rébellion spontanée donneront lieu, au cours des semaines suivantes, à la constitution des troupes partisans. Le Parti communiste donne le ton avec les Brigades

Garibaldi (en novembre 1943), puis suivront les formations du Parti d'Action, c'est-à-dire les brigades de *Justice et Liberté*, les Formations autonomes, les Formations Matteotti, les Osoppo, etc. Toutes les composantes de la société italienne (communistes, socialistes, catholiques, actionnistes, libéraux, etc.) mettent ainsi en place une organisation pour combattre l'occupant et les fascistes qui, entre-temps, se sont réorganisés dans la République sociale italienne²⁸.



Septembre 1944, 53^e brigade Garibaldi à l'appel à Valpiana. DR.

La constitution – pas toujours facile – des CLN, les Comités de Libération Nationale (au niveau national, mais aussi régional et local) qui confieront la direction de la lutte armée au CLNAI (Comité de libération national Haute Italie, dont le siège se trouve à Milan), donne une nouvelle impulsion à l'union de la lutte pour la libération. La résistance interne fait un autre pas vers la coordination générale lorsqu'en janvier 1944, le commandement militaire du CLNAI se transforme en CVL (Corps volontaires de la liberté) et mène les nombreuses troupes partisans du centre et du Nord de l'Italie à la lutte finale, non sans quelques désaccords et tensions politiques internes²⁹. Outre le front interne de la résistance (c'est-à-dire le front constitué des partisans qui combattent surtout dans le centre et le nord du pays), on parle également en Italie de trois autres fronts de résistance : celui des soldats et des officiers dans les camps d'internement militaire (qui refusèrent de rentrer en Italie et de se ranger du côté des Allemands et des républicains³⁰) auxquels se joignent les déportés politiques et raciaux dans les camps de concentration et d'extermination³¹, le front des partisans italiens à

l'étranger (en particulier en France et dans les Balkans³²) et enfin le front des soldats, constituant le Corps italien de libération, combattant aux côtés des troupes alliées³³. Sur le plan militaire, la guerre clandestine prend des allures différentes de l'affrontement entre armées : le recrutement, par exemple, résulte presque toujours de choix spontanés de la part d'individus ou de groupes, et l'armement à disposition des brigades de combat est souvent insuffisant, tout comme la préparation des partisans lorsqu'ils proviennent de la population civile et pas de l'armée nationale. C'est pour cette raison que les noyaux clandestins s'engagent rarement dans des affrontements à découvert ou avec l'espoir de vaincre l'ennemi de front. D'un point de vue stratégique, les formations partisans, ne pouvant opérer de la même façon que les armées, s'engagent dans des actions tactiques de parasitage (attentats, sabotages, grèves, etc.), se tenant prêtes à s'éclipser lorsque la menace de l'ennemi se fait trop pressante, pour ensuite réapparaître ailleurs, lorsque les conditions redeviennent favorables³⁴.

Le partisan se bat dans son pays (même s'il y a eu des cas de combattants d'autres pays qui se joignaient aux formations partisans italiennes pour la lutte antifasciste), lorsque les armées régulières ont été vaincues ou qu'elles se retrouvent dans des affrontements difficiles ; et il se bat contre l'envahisseur et ses *alliés* internes. C'est pour cette raison que la résistance a souvent été assimilée, du moins dans quelques régions et zones géographiques d'Europe, à une guerre intestine aussi appelée « guerre civile³⁵. » Vue sous cet angle, la guerre partisane peut se retourner contre une partie de ses compatriotes, et contre l'administration publique ou privée de son pays, allant jusqu'à en saboter l'économie, les systèmes de transports en commun, etc. Elle met en évidence la présence de deux conceptions différentes de la patrie : d'une part la vision nazie fasciste, fondée sur le racisme et les Lager, la violence et les grands projets de colonisation des terres et de populations à réduire en esclavage ; d'autre part, la vision démocratique, avec pour fondement la liberté et les droits du citoyen. Conceptions que d'aucuns tentent, aujourd'hui encore, de mettre sur le même pied (avec des projets de conciliation nationale et de révision/négation de l'histoire), mais qui se heurtent à l'incompatibilité de leurs contenus, plus qu'à la volonté individuelle des protagonistes³⁶.

En ce sens, malgré la courte durée de son existence et de son évolution (de l'automne 1943 au printemps 1945), la résistance a produit des valeurs durables et représente, à de nombreux égards, le consensus de base, non seulement en Italie, mais également dans tous les systèmes politiques nés en Europe après la guerre. La résistance se caractérise par la lutte pour la libération du territoire national, mais également par une forte pression pour le rétablissement de la dignité de l'homme. Et sur ce terrain particulier, des forces politiques différentes et, en temps de paix, antagonistes, se sont retrouvées côte à côte, faisant preuve d'une profonde unité dans la clandestinité, même si les débats et les oppositions

qui ont fait l'histoire de chaque mouvement national de libération s'y sont mêlés. C'est justement parce que la lutte clandestine n'obéit pas aux règles de la guerre et qu'elle représente un second front, dangereux et insidieux, pour l'ennemi, que l'occupant ou le collaborateur emploient contre celle-ci des forces régulières ou des escadres spéciales qui agissent avec cruauté, allant jusqu'à semer la terreur sur la population civile, transformant l'affrontement en guerre totale, faite de représailles, de tortures, de fusillades, d'exécutions sommaires, de rafles, de destructions de communautés entières (comme ce fut le cas à Marzabotto ou à Sant'Anna di Stazema), qui ne sont pas toujours justifiées par la présence ou par les actions des partisans³⁷. L'armée nazie et fasciste réagit face à l'insécurité provoquée par ces attaques improvisées et par la menace de cette guerre dans l'ombre de plus en plus soutenue par les civils, avec des mesures antiguérilla qui visent à tenir la population pour responsable de la présence des partisans. « Là où la présence d'un nombre considérable de groupes sera avérée, un pourcentage de la population masculine résidant dans la zone devra être capturé afin d'être fusillé, pourcentage à établir au cas par cas », peut-on lire dans un document réservé au commandement d'occupation allemand en Italie, qui souligne également que « tout abus sur la population civile ne sera pas sanctionné³⁸. » Aujourd'hui, les historiens spécialisés dans ces sujets s'accordent pour affirmer qu'il n'y a aucun lien entre les excès de violence sur les civils et la supposée réaction militaire à la lutte partisane.

Les mouvements d'opposition et de résistance évoluent presque toujours à des moments différents. La phase de *rébellion* spontanée qui donne lieu à la formation de groupes autonomes souvent attachés à des partis ou des formations politiques est suivie par une organisation de la résistance au niveau national, souvent obtenue péniblement et au prix de conflits internes. On en arrive ensuite à l'élaboration d'une tactique de lutte commune, presque toujours en collaboration avec l'armée alliée, et à la phase finale de *l'insurrection nationale*, suite à laquelle le pays est généralement confié à un gouvernement autonome provisoire ou placé sous la tutelle des gouvernements alliés provisoires.

Pour conclure, le rapport entre le mouvement de résistance et la coalition antinazie mérite une brève incursion. Si les mouvements de résistance ne naissent pas à l'initiative ou à la demande des armées alliées, il faut quand même souligner que, sans ces dernières, aucune forme de résistance n'aurait pu remporter la victoire finale dans la lutte contre le nazisme et le fascisme. Le besoin d'affranchissement moral d'un peuple contre l'opresseur, associé au sentiment de faire partie d'un grand front antifasciste et antinazi a poussé le mouvement de résistance à collaborer de diverses façons avec les troupes alliées. Les puissances impliquées dans le conflit ont élaboré des réseaux d'aide et de relation, souvent de façon autonome. Mais c'est la Grande-Bretagne qui, afin de conserver la direction stratégique de la guerre, a établi les modalités de la collaboration avec les différents groupes de résistance. Elle instaura même à cet effet le SOE (*Special*



Val d'Aoste, groupe de partisans et de partisanes. La femme est une institutrice ayant décidé de combattre aux côtés de son mari. DR.

Operations Executive) qui, ayant une idée précise du rôle des formations partisans, devait veiller à encadrer, au niveau technique et au niveau de la communication, les missions qui leur étaient attribuées. Ne se contentant pas d'aider le mouvement de libération national, le SOE eut tendance à intensifier les actes de sabotage industriel et militaire avec des interventions ciblées³⁹. Les puissances alliées furent également attentives aux implications politiques du mouvement de résistance, surtout lorsqu'elles y entrevirent le rôle important que ce mouvement allait jouer dans le futur gouvernement du pays libéré, et lésinèrent sur l'aide à apporter en Italie, en particulier aux formations communistes et socialistes, alors

qu'elles agissent très concrètement en Yougoslavie, donnant au mouvement national de Tito une reconnaissance équivalente à son importance dans le pays. Il est souvent arrivé que les objectifs de la résistance et des forces alliées ne coïncident pas et, pour cette raison, il a été vérifié que, dans certains cas, les discordes et les différentes stratégies politiques des forces alliées ont influencé la lutte interne pour la libération.

Traduit de l'italien par Audrey Sorio

NOTES

- ¹ Antonio Gramsci, *Opere 1923-1926*, Turin, Einaudi, 1971, p. 84.
- ² Pour les œuvres de Piero Gobetti en trois volumes cf. Piero Gobetti, *Scritti politici* Vol. I, *Scritti storici, letterari e filosofici* Vol. II, *Scritti teatrale* Vol. III, Turin, Einaudi, 1974.
- ³ Luigi Ganapini, « Antifascismo », in E. Collotti, R. Sandri, F. Sessi (dir.), *Dizionario della Resistenza*. Vol. I, Turin, Einaudi, 2007, p. 7.
- ⁴ Bruno Buozzi, *Scritti dall'esilio*, Rome, Opere Nuove, 1958, p. 39.
- ⁵ Enzo Collotti, *L'antifascismo in Italia e in Europa (1922-1939)*, Turin, Loescher, 1975, p. 63.
- ⁶ *Ibid.*, p. 67.
- ⁷ Carlo Rosselli, *Socialismo Liberale e altri scritti*, Turin, Einaudi, 1979, p. 127.
- ⁸ Enzo Collotti, *L'antifascismo in Italia e in Europa...*, *op. cit.*, p. 66.
- ⁹ Réimpression de *Lo stato operaio* in Antonio Ferri, *Lo Stato operaio 1927-1939*, vol. I et II, Rome, Editori Riuniti, 1964, p. 32.
- ¹⁰ Sur le Parti communiste, voir Paolo Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, vol. I et II, Turin, Einaudi, 1967-69; Piero Secchia, *L'azione svolta in Italia dal partito comunista durante il fascismo 1926-1932*, Milan, Feltrinelli, 1970; Charles F. Delzell, *I nemici di Mussolini*, Turin, Einaudi, 1966; Palmiro Togliatti, *Lezioni sul fascismo*, Rome, Editori Riuniti, 1970; Giorgio Amendola, *Comunismo, antifascismo e Resistenza*, Rome, Editori Riuniti, 1967. À propos du mouvement *Justice et Liberté*, voir Nicola Tranfaglia, *Carlo Rosselli, dall'interventismo a Giustizia e Libertà*, Bari, Laterza, 1968; Esther Modena-Burkhardt, *Von « Giustizia e Libertà » zum « Partito d'Azione » : Aktion und Programmatik einer liberalsozialistischen Bewegung im Widerstand gegen den Faschismus 1924-1945*, Zürich, Limmat-Verlag, 1974.
- ¹¹ Enzo Collotti, *L'antifascismo in Italia e in Europa...*, *op. cit.*, p. 101.
- ¹² Piero Secchia, *L'azione svolta in Italia...*, *op. cit.*, p. 83.
- ¹³ Cf. Francesco Luigi Ferrari, *L'Azione cattolica e il regime*, Florence, Parenti, 1958.
- ¹⁴ Cf. Rodolfo Morandi, *La democrazia del socialismo 1923-1937*, Turin, Einaudi, 1961; du même auteur: *Lotta di popolo 1937-1945*, Turin, Einaudi, 1961.
- ¹⁵ Leonardo Rapone, « Antifascismo e storia d'Italia », in E. Collotti (dir.), *Fascismo e antifascismo*, Bari, Laterza, 2000, p. 223.
- ¹⁶ In Adolfo Mignemi (dir.), *Storia fotografica della Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995.
- ¹⁷ Cf. Renzo De Felice, *Mussolini il Duce. Gli anni del consenso (1929-1936)*, Turin, Einaudi, 1974.
- ¹⁸ Mario Isnenghi, *Intellettuai militanti e intellettuai funzionari. Appunti sulla cultura fascista*, Turin, Einaudi, 1979.
- ¹⁹ Guido Quazza, *Resistenza e storia d'Italia. Problemi e ipotesi di ricerca*, Milan, Feltrinelli, 1976.
- ²⁰ Pier Giorgio Zunino, *Interpretazioni e memoria del fascismo. Gli anni del regime*, Bari-Rome, Laterza, 1991.
- ²¹ Giovanni De Luna, *Donne in oggetto. L'antifascismo nella società italiana 1922-1939*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995.

²² Leonardo Rapone, « Antifascismo e storia d'Italia », *op. cit.*, p. 234-239.

²³ *Ibid.*, p. 234.

²⁴ *Ibid.*, p. 235.

²⁵ *Ibid.*, p. 236.

²⁶ Cf. Enzo Collotti, Renato Sandri, Frediano Sessi (dir.), *Dizionario della resistenza*, Vol. I *Storia e geografia della liberazione*, Vol. II *Luoghi, formazioni, protagonisti*, Turin, Einaudi, 2000, 2001.

²⁷ Voir Gerhard Schreiber, *I militari italiani internati nei campi di concentramento del Terzo Reich 1943-1945*, Stato Maggiore dell'esercito, Rome, 1992; Ugo Dragoni, *La scelta degli I.M.I. Militari italiani prigionieri in Germania (1943-1945)*, Florence, Le Lettere, 1997; Giorgio Rochat, *Ufficiali e soldati, en particulier « La prigionia militare italiana nella seconda guerra mondiale »*, Udine, Gaspari, 2000, p. 175-217 (contient un bilan chiffré des pertes italiennes au cours de la Seconde Guerre mondiale).

²⁸ Un calcul approximatif du nombre de partisans impliqués dans la lutte pour la libération nous permet d'indiquer les chiffres suivants, répartis par période: hiver 1943-1944, 10 000 à 15 000 partisans au combat; été 1944, 50 000; le nombre augmente jusqu'en septembre puis baisse à 20 000/30 000 suite aux grands ratissages allemands; printemps 1945, 80 000; pendant l'insurrection on passe à 150 000 et à 250 000 après la libération, lorsque tous ceux qui avaient rendu de précieux services à la résistance, parfois sans armes et au péril de leur vie, comptèrent parmi les partisans. À ce nombre, il faudrait également ajouter le large réseau de collaborateurs et de militants ouvriers responsables des sabotages et des grèves, ce qui porterait le nombre à environ 600 000 opposants. Quant aux victimes tombées dans les rangs partisans, en l'absence de données précises, leur nombre est estimé entre 35 000 et 45 000 morts. Cf. *Dizionario della resistenza, op. cit.*, vol II, « Appendice statistica e dati quantitative ».

²⁹ Sur les diverses formations partisans, le CLN et le CLNAI, avec les problématiques qui y sont associées, les différentes visions politiques et stratégiques, voir *Dizionario della resistenza, op. cit.*, vol. II, section « Formazioni e organismi partigiani », p. 176-236.

³⁰ Nicola La Banca, « Corpo italiano di liberazione », *ibid.*, vol. I, p. 207-215; Frediano Sessi, « Gruppo Cremona », *ibid.*, p. 215-217.

³¹ *Ibid.*, vol II, section « Lager nazisti »; Frediano Sessi « Resistenza nei lager » p. 441-475.

³² Ilio Muraca, « I partigiani all'estero: la Resistenza fuori d'Italia », *ibid.*, vol. I, p. 148-191.

³³ Nicola La Banca, « Corpo italiano di liberazione », *op. cit.*, Frediano Sessi, « Gruppo Cremona », *op. cit.*

³⁴ Mario Giovana, « Guerra partigiana », *Dizionario della resistenza, op. cit.*, vol. I, p. 217-228.

³⁵ Voir par exemple l'essai de Claudio Pavone, *Una guerra civile: saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1991.

³⁶ Voir à titre d'exemple l'essai de Filippo Focardi, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Bari-Rome, Laterza, 2005.

³⁷ Sur ce sujet, d'innombrables études et recherches ont été menées au fil des ans, parmi lesquelles: Michele Battini, Paolo Pezzino, *Guerra ai civili: occupazione tedesca e politica del massacro: Toscana 1944*, Venise, Marsilio, 1997; Gabriella Gribaudo, « Terra bruciata: le stragi naziste sul fronte meridionale », in Gruppo di ricerca (dir.) *Per un atlante delle stragi naziste in Italia*, Naples, L'ancora del mediterraneo, 2005; Giovanni Contini, *La memoria divisa*, Milan, Rizzoli, 1997; Gerhard Schreiber, *La vendetta tedesca 1943-1945. Le rappresaglie naziste in Italia*, Milan, Mondadori, 2000; Lutz Klinkhammer, *Stragi naziste in Italia*, Rome, Donzelli, 1997; Mimmo Franzinelli, *Le stragi nascoste: l'armadio della vergogna, impunità e rimozione dei crimini di guerra nazifascisti 1943-2001*, Milan, Mondadori, 2002. À côté de ces études à caractère général, de nombreuses monographies ont été publiées à la fin des années 1990 sur les massacres dont on peut dire aujourd'hui qu'ils ont pu être complètement reconstitués, avec un nombre de victimes civiles se situant entre 10 000 et 15 000.

³⁸ Cf. Alessandro Politi, *Le dottrine tedesche di controguerriglia 1936-1944*, Rome, Stato maggiore dell'esercito, 1996.

³⁹ David Ellwood, « Gli alleati e la resistenza », in *Dizionario della resistenza, op. cit.*, vol. I, p. 242-253.